

**Séance ordinaire du
jeudi 1 février 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le premier février, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Mustapha MAJDOUL.

Foncier
Déclassement du domaine public communal
Parcelle cadastrée CD 817 située rue Proudhon

Madame Chantal MARION, rapporte :

La Ville est propriétaire du site des anciennes archives départementales, situé entre les rues de Castelnau et Proudhon, acquises auprès du Conseil départemental de l'Hérault par acte administratif du 20 septembre 2013.

La parcelle désormais cadastrée CD 817, d'une superficie de 14 m², située rue Proudhon, en limite du site des anciennes archives comporte l'assiette du mur de clôture. Cette emprise a été intégrée en pleine propriété communale et sans mitoyenneté à la suite d'un bornage en date du 22 juin 2017 avec le Conseil départemental de l'Hérault, demeuré propriétaire des immeubles limitrophes.

Aucune affectation spécifique de la parcelle CD 817 n'a été opérée au titre du domaine public communal. Il est proposé, à toutes fins utiles, de déclasser cette assiette foncière du domaine public en vue de procéder ultérieurement à sa cession à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre de l'opération d'aménagement de ce site encadrée par la concession « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 ».

Cette cession fera, le cas échéant, l'objet d'une procédure spécifique et d'une délibération ultérieure du Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prononcer le déclassement du domaine public communal de la parcelle cadastrée CD 817 représentant une surface de 14 m² et de l'incorporer au domaine privé de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 2 février 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180201-25045-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 12/02/18
Réception en Préfecture : 12/02/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.